



Assemblée générale

Distr. générale
19 mars 2008
Français
Original : anglais

Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

Guam

Document de travail établi par le Secrétariat

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Généralités	1–3	3
II. Questions constitutionnelles, juridiques et politiques	4–14	3
A. Cadre constitutionnel	5–8	3
B. Système judiciaire	9–10	4
C. Partis politiques et élections	11	5
D. Questions politiques	12–14	5
III. Budget	15–21	6
IV. Économie	22–39	7
A. Généralités	22–25	7
B. Principaux secteurs économiques	26–32	8
1. Agriculture et pêche	26	8
2. Industries manufacturières	27	9
3. Tourisme	28–32	9
C. Transports et communications	33–36	10
D. Adduction d'eau, assainissement et équipements collectifs	37–39	10
V. Questions militaires	40–47	11
VI. Questions foncières	48–49	13



VII.	Situation sociale	50–65	14
A.	Ordre public	50–51	14
B.	Emploi	52–54	14
C.	Éducation	55–56	15
D.	Santé publique	57–60	15
E.	Logement	61	16
F.	Immigration	62–64	16
G.	Droits de l’homme et questions connexes	65	17
VIII.	Environnement	66–70	17
IX.	Futur statut du territoire	71–74	18
A.	Position du gouvernement territorial	71	18
B.	Position de la Puissance administrante	72–73	18
C.	Décision de l’Assemblée générale	74	19

I. Généralités

1. Guam est un territoire non autonome administré par les États-Unis d'Amérique. La plus grande des îles Mariannes du Pacifique et aussi la plus méridionale; elle est située à quelque 2 200 kilomètres au sud de Tokyo et à 6 000 kilomètres au sud-ouest de Hawaï. Sa superficie est d'environ 340 kilomètres carrés. Elle comprend deux zones géologiques distinctes de dimensions analogues. Le nord de l'île est constitué d'un plateau de calcaire corallien et le sud est montagneux. Apra Harbour, situé au centre de la côte occidentale, est l'un des plus vastes ports abrités de l'océan Pacifique et passe pour le meilleur port en eau profonde entre Hawaï et les Philippines. La capitale de Guam est Hagåtña, anciennement Agaña.

2. Quand les premiers missionnaires espagnols sont arrivés à Guam à la fin du XVII^e siècle, l'île n'était peuplée que d'autochtones chamorros, qui seraient d'origine malayo-polynésienne. De nos jours, les Chamorros forment un peu plus d'un tiers de la population et participent activement à la vie politique et sociale de Guam, qui est devenue une société multiethnique¹. Selon les données du United States Census Bureau, la population de Guam est passée de 171 019 en 2006 à 173 456 en 2007. Elle est composée d'environ 37 % de Chamorros, de 26 % de Philippins et de 11 % d'originaires d'autres îles du Pacifique, les 26 % restants étant formés de Chinois, de Japonais, de Coréens et autres². L'anglais et le chamorro sont les langues officielles. En 2006, le taux de croissance de la population était de l'ordre de 1,43 %².

3. La majorité de la population est de confession chrétienne, principalement catholique romaine (85 %)².

II. Questions constitutionnelles, juridiques et politiques

4. Guam a été administrée par le Ministère de la marine des États-Unis jusqu'en 1950, date à laquelle le Congrès américain a promulgué la loi organique de Guam (*Guam Organic Act*), portant création des organes d'administration locale et faisant de Guam un territoire organisé. Depuis lors, le territoire est administré par le Ministère de l'intérieur. Toutes les dispositions énoncées dans la Constitution des États-Unis ne s'appliquant pas à l'île, Guam est un territoire non incorporé. À ce titre, en droit américain, Guam est une possession des États-Unis mais n'en fait pas partie.

A. Cadre constitutionnel

5. Guam est dotée d'un gouvernement élu qui comprend un pouvoir exécutif, un pouvoir législatif et un pouvoir judiciaire. Les représentants locaux sont élus au

Note : Les informations figurant dans le présent document sont extraites de documents déjà publiés, dont des documents du gouvernement du territoire, et d'informations transmises au Secrétaire général par la Puissance administrante en application de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies.

¹ www.doi.gov/oia.

² Central Intelligence Agency, *The World Factbook 2008*, Guam (voir www.cia.gov).

suffrage universel par les Guamiens âgés de 18 ans révolus. Les Guamiens sont des citoyens des États-Unis mais ils ne peuvent voter aux élections présidentielles américaines tant qu'ils résident sur le territoire. La population de Guam élit un gouverneur pour un mandat de quatre ans. L'actuel Gouverneur, Felix P. Camacho, a été élu à ce poste la première fois en janvier 2003 puis réélu en 2006. Il est chargé de la supervision générale et du contrôle des organes du pouvoir exécutif et présente au Secrétaire à l'intérieur des États-Unis un rapport annuel pour transmission au Congrès. Le Gouverneur peut prendre des décrets et édicter d'autres règlements; il recommande des projets de loi et fait connaître ses vues à au Parlement; il peut opposer son veto aux lois votées par celui-ci.

6. La population élit également pour un mandat de deux ans 15 sénateurs, qui siègent dans une chambre unique. Le Parlement de Guam peut passer outre au veto du Gouverneur, mais aux termes de la loi organique de 1950, le Congrès des États-Unis se réserve d'annuler toute loi promulguée par le Parlement de Guam.

7. Depuis 1972, un représentant de Guam siège sans droit de vote à la Chambre des représentants des États-Unis. Élu pour un mandat de deux ans, il peut voter en commission et, depuis janvier 2007, en plénière. Le changement est d'ailleurs largement symbolique car les représentants des territoires ne peuvent se prononcer que sur les amendements en plénière et non sur les textes définitifs des projets de loi³.

8. Au scrutin de la vingt-neuvième législature de Guam en janvier 2007, la majorité républicaine est tombée de neuf à huit sièges, les démocrates en détenant sept. Toutefois, en janvier 2008, à la suite du décès d'un sénateur républicain, des élections spéciales ont été organisées et un candidat démocrate a été élu au siège vacant. Les démocrates ont ainsi remporté la majorité au Parlement. Des discussions sont en cours quant à la cohabitation d'une majorité parlementaire démocrate avec un gouvernement républicain. Certains démocrates estiment qu'un renversement de majorité doit entraîner un changement de gouvernement. Les républicains invoquent, quant à eux, le règlement parlementaire aux termes duquel il faut une majorité de 12 voix pour démettre les sénateurs de leurs fonctions au gouvernement. Pour modifier le règlement parlementaire, il faut une majorité de 10 voix au moins⁴. Pour ce qui est de l'élection du délégué de Guam au Congrès des États-Unis, la démocrate Madeleine Bordallo a été réélue sans opposition pour un troisième mandat de deux ans⁵.

B. Système judiciaire

9. Le système judiciaire de Guam comporte des volets local et fédéral. Le système local est constitué d'un tribunal supérieur et d'une cour suprême où siègent les juges nommés par le Gouverneur et confirmés dans leurs fonctions par le Parlement. Le mandat des juges locaux doit être confirmé par les électeurs tous les six ans. Au niveau fédéral, un juge nommé par le Président des États-Unis préside le tribunal de district des États-Unis pour Guam. En 1998, le Congrès a voté un amendement à la loi organique de Guam permettant au Parlement d'élire son propre

³ *The New York Times*, 25 janvier 2007.

⁴ *Pacific Daily News*, www.guampdn.com, 8 janvier 2008.

⁵ *Ibid.*, 8 novembre 2006.

ministre de la justice pour un mandat de quatre ans. Éluë à ce poste en 2007, Alicia G. Limtiaco est le premier magistrat du gouvernement de Guam et la première femme à occuper cette fonction. Son cabinet fournit des services juridiques au gouvernement et est habilité à engager des poursuites judiciaires.

10. En 2004, un amendement à la loi organique a consacré l'indépendance du pouvoir judiciaire de Guam⁶ et confirmé la compétence d'appel et les pouvoirs administratifs de la Cour suprême de Guam à l'égard de toutes les juridictions inférieures du territoire, instituant de ce fait un pouvoir judiciaire local unifié.

C. Partis politiques et élections

11. Les deux partis politiques de l'île sont des sections locales des deux principaux partis politiques des États-Unis, le Parti républicain et le Parti démocrate. En novembre 2006, le candidat républicain sortant, Felix Camacho, a été réélu Gouverneur en battant par 864 voix le démocrate Robert Underwood, ancien membre du Congrès. Ce dernier a contesté les résultats du scrutin, mais, en mai 2007, la Cour suprême des États-Unis a refusé d'examiner son appel⁷. [Pour plus de précisions, voir le document de travail de 2007 (A/AC.109/2007/16, par. 11).]

D. Questions politiques

12. Périodiquement, Guam tente de modifier son statut politique. Lors d'un référendum, en 1976, les électeurs ont décidé de maintenir des liens étroits avec les États-Unis, tout en engageant des négociations en vue d'améliorer le statut du territoire. En 1979, les Guamiens ont rejeté un projet de constitution par une marge de cinq voix contre une, principalement parce qu'il fallait régler la question du statut politique avant qu'un projet de constitution effectif puisse être rédigé. Au référendum de 1982, 73 % des électeurs se sont prononcés en faveur de l'adoption du statut d'État libre associé aux États-Unis.

13. En 1986, la Commission sur l'autodétermination créée en 1984 a terminé la rédaction de l'accord de libre association (résumé dans le document de travail A/AC.109/2001/4) mais ses délibérations avec le Gouvernement des États-Unis de 1989 à 1997 n'ont pas abouti (voir A/AC.109/2000/6, par. 19 à 22, A/AC.109/1192, par. 19 à 37, A/AC.109/2018, par. 74 à 83). En 1997, la loi intitulée *Guam Public Law 23-147* a créé la Commission de décolonisation en faveur de l'exercice par le peuple chamorro du droit à l'autodétermination, question importante mais controversée chez les Chamorros (voir également par. 65). Cette commission devait, de concert avec la Commission électorale chargée d'inscrire les électeurs en droit de voter, superviser l'organisation d'un scrutin sur le statut du territoire par lequel le peuple chamorro aurait été appelé à choisir entre trois options : l'indépendance, l'intégration ou la libre association dans le respect des normes internationales.

14. En 2000, le Parlement de Guam a confié à la Commission électorale la tâche de fixer la date du référendum sur la décolonisation qui devait demander aux autochtones du territoire de choisir entre le statut d'État de l'Union, l'indépendance et la libre

⁶ Information communiquée en février 2006 au Secrétaire général par le Gouvernement des États-Unis, au titre de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies.

⁷ <http://www.kuam.com/news/22658.aspx>.

association avec les États-Unis. Sans être exécutoire, cette consultation aurait préparé le terrain en vue de négociations avec la Puissance administrante sur le futur statut politique du territoire. Elle devait avoir lieu le 2 novembre 2004 mais a été reportée parce qu'on n'avait pas recensé et enregistré les électeurs en droit de voter. [Pour plus de précisions, voir le document de travail de 2007 (A/AC.109/2007/16, par. 12 à 16).] Aucune autre démarche n'a été signalée à ce jour.

III. Budget

15. L'exercice budgétaire de Guam va du 1^{er} octobre au 30 septembre². Son budget comprend les recettes perçues par le gouvernement et l'ensemble des subventions versées par le Gouvernement fédéral aux différents secteurs (par le biais du Ministère de l'intérieur), en fonction des besoins. Le Gouverneur est habilité à rejeter un projet de loi de finances : celui-ci est alors renvoyé devant le Parlement, qui peut soit passer outre au veto du Gouverneur s'il dispose d'une majorité qualifiée ou réexaminer le projet.

16. En 2007, dans son discours sur l'état de l'île⁸, le Gouverneur a qualifié l'état actuel des finances publiques de « crise financière » que l'on ne pouvait plus méconnaître et qui ne se prêtait pas à « des solutions à court terme ». Il a indiqué qu'à l'exception de 2004, le déficit n'avait cessé de se creuser depuis 1998 et que le gouvernement ne pouvait plus continuer à fonctionner ainsi.

17. Le 23 février 2007, le Gouverneur Camacho a, avant de déclarer l'état d'urgence des finances, signé un décret instituant des mesures d'austérité visant à réduire considérablement les dépenses publiques. Le décret soumettait l'embauche de fonctionnaires, les promotions, les voyages, les heures supplémentaires et autres fonctions gouvernementales à des restrictions⁸. Plus précisément, le Gouverneur avait prévu de réduire les dépenses de 13 millions de dollars des États-Unis⁹, de relever les impôts et redevances de 15 millions de dollars et de recourir à un prêt de 34 millions de dollars pour ne pas avoir à licencier des salariés du secteur public⁸.

18. En juin 2007, en présentant le budget exécutif de 2008, le Gouverneur Camacho a annoncé un plan de redressement visant à éliminer le déficit et à constituer des réserves d'ici à 2014. Toutefois, en janvier 2008, en présentant le budget de 2009, le Gouverneur a annoncé un déficit de plus de 500 millions de dollars et indiqué qu'avec les recettes prévues pour l'exercice 2008, le plan des dépenses et l'émission d'obligations, le gouvernement se retrouverait quand même avec un déficit de 400 millions en 2014¹⁰. Le Gouverneur Camacho n'a promulgué le budget de 2008 que le 29 septembre 2007 – veille de la fin de l'exercice budgétaire – très hésitant et soucieux car les crédits alloués à la santé et à l'éducation étaient insuffisants à raison de 45 millions de dollars. Il a indiqué que rien n'était prévu dans le budget pour combler le déficit restant. Le budget adopté par le Parlement était très différent de celui qu'il avait proposé et qui comprenait un plan de résorption du déficit, mais il l'avait approuvé pour permettre aux services publics de continuer à fonctionner¹¹.

⁸ Discours sur l'état de l'île, 19 février 2007.

⁹ Le dollar des États-Unis est la monnaie officielle de Guam.

¹⁰ « The Fiscal Year 2009 Executive Budget », www.guamgovernor.net.

¹¹ www.guam.gov et www.kuan.com, 29 septembre 2007.

19. L'Administration de Guam prévoit 521 millions de dollars de recettes pour l'exercice 2009, soit 6 % de plus qu'en 2008, où elle s'attend à en recueillir 489,9 millions. Ces prévisions tiennent compte de l'augmentation des investissements dans les secteurs du tourisme, du bâtiment et du budget militaire ainsi que des apports fédéraux¹⁰.

20. En 2007, Guam a accumulé un déficit de 511 millions de dollars, découlant notamment des 123 millions de dollars d'indemnité de cherté de vie qu'il a été décidé de verser aux retraités et des 90 millions de dollars dus au titre de crédits d'impôt. Dans le cas des indemnités de cherté de vie, le gouvernement doit l'argent à 4 000 retraités en vertu d'une loi en vigueur entre 1988 et 1995 exigeant que l'indemnité de cherté de vie des retraités soit ajustée sur leur pension et l'évolution du coût de la vie. Or, les retraités n'ont reçu qu'un montant forfaitaire de 1 800 dollars¹². La décision relative au crédit d'impôt, dite crédit d'impôt au titre des revenus du travail, découle d'une action en justice intentée par des travailleurs pauvres qui n'avaient pas pu le réclamer sur leur feuille de déclaration d'impôt de 1997 et de 1998. En septembre 2007, le service des perceptions et des impôts a déboursé en faveur des retraités un montant de 8 millions de dollars, puis 14 millions de dollars en décembre 2007, mais en définitive il ne leur aura remboursé que les deux tiers de ce qui leur est dû. Le 5 mars 2008, le Gouverneur Camacho a signé un document dégageant un montant supplémentaire de 9 millions de dollars pour le paiement partiel des indemnités de cherté de vie¹³.

21. L'Administration avait envisagé de combler le déficit en empruntant sur le marché obligataire où la loi guamienne autorise le Gouverneur à emprunter jusqu'à 770 millions de dollars mais le Ministre de la justice a affirmé que tout nouvel emprunt dépasserait le plafond autorisé fixé par la loi organique. En mars 2007, la Cour suprême des États-Unis lui a donné raison¹⁴. Selon les calculs du Vérificateur général, le Gouvernement guamien ne pourra pas emprunter plus de 155,2 millions de dollars sur le marché obligataire¹⁵.

IV. Économie

A. Généralités

22. Selon le plan stratégique quinquennal de l'Office du tourisme de Guam, le tourisme, qui est le secteur le plus vaste de l'économie guamienne, procure au territoire environ 60 % de ses revenus et, en 2006, a rapporté 1 milliard 350 millions de dollars à l'économie. D'après la Chambre de commerce et de développement économique de Guam, après le tourisme, l'économie du territoire est dominée à 30 % par l'armée et à environ 5 à 10 % par d'autres secteurs¹⁶. Ces chiffres vont probablement évoluer du fait de l'expansion militaire prévue (voir également par. 24 ci-dessous). Le secteur du bâtiment, qui occupe une place importante dans l'économie, doit se développer rapidement dans les prochaines années, compte tenu en particulier du projet d'expansion militaire. L'agriculture et la pêche sont

¹² www.guampdn.com, 19 mars 2007.

¹³ www.guam.gov, 2 avril 2007 et 6 mars 2008.

¹⁴ http://www.oyes.org/cses/2002-2009/2006/2006_06_116.

¹⁵ *Government of Guam Debt Ceiling Calculation 2007*, <http://www.guamopa.com>.

¹⁶ *Pacific Daily News*, 31 mars 2005, www.guampdn.com.

relativement développées. On cultive les légumes, les agrumes et les fruits tropicaux, la noix de coco et la canne à sucre. On pratique l'élevage, et notamment l'aviculture. Les produits manufacturés incluent textiles et vêtements, ciment et plastique¹⁷.

23. Guam est un port franc et un point de distribution clef pour les produits à destination de la Micronésie. Les réexportations constituent une large part des exportations de Guam, qui se composent notamment de produits pétroliers, de ferraille de fer et d'acier, d'automobiles, de tabac et de cigares. En 2006, les principaux clients de Guam se confondaient largement avec ses principaux fournisseurs. Le Japon était son plus gros client (70,1 %), suivi de la République de Corée (17,3 %) et de Singapour (5,4 %). Ses principaux fournisseurs étaient Singapour (35,8 %), le Japon (22,2 %), la République de Corée (17,5 %) et Hong Kong (11,3 %)².

24. Le produit intérieur brut (PIB) de Guam en 2006 était estimé à 2,8 milliards de dollars, soit l'équivalent de 15 969 dollars de PIB par habitant contre 46 000 dollars pour les États-Unis². Dans la perspective d'une forte croissance du secteur militaire, des dépenses militaires de l'ordre de 15 milliards de dollars ont été annoncées pour les 10 prochaines années, dont 10,3 milliards de dollars serviront à financer le transfert de 8 000 Marines et des personnes à leur charge d'Okinawa (Japon) à Guam. Selon la First Hawaiian Bank, qui a trois agences à Guam, rien qu'avec des dépenses militaires supplémentaires de 1,5 milliard de dollars en 2008, l'économie croîtrait d'environ 18 %¹⁸.

25. Un rapport publié par le service fiscal de Guam a signalé que l'assiette fiscale s'y était rétrécie au fil des années en raison de divers dégrèvements fédéraux et locaux. Les perceptions d'impôt sur le revenu des personnes physiques sont tombées de près de 45 millions de dollars en 1999 à 40 millions en 2006 et celles sur les sociétés, de 250 millions de dollars en 1999 à 190 millions en 2006, en dépit du recul des chiffres du chômage¹⁹.

B. Principaux secteurs économiques

1. Agriculture et pêche

26. En février 2008, le Département de l'agriculture des États-Unis a annoncé le lancement de quatre programmes de développement rural visant à appuyer les entreprises et les petits producteurs autochtones des zones rurales, dont Guam, en encourageant l'esprit d'entreprise et en aidant les entreprises locales à obtenir des capitaux, une assistance technique et l'accès à de nouveaux marchés pour leurs produits et services. Ils prévoient l'octroi de subventions et de prêts sans intérêt pour le lancement de projets de création d'emplois, la formation et la création de coopératives²⁰. On trouvera de plus amples renseignements sur les progrès de l'agriculture et de la pêche dans le document de travail de 2006 (A/AC.109/2007/16).

¹⁷ « Guam » (voir www.encarta.com).

¹⁸ Economic Forecast – Guam Edition 2006-2007, First Hawaiian Bank, p. 1 et 12.

¹⁹ www.kuam.com, 15 mars 2007.

²⁰ www.guampdn.com, 13 février 2008.

2. Industries manufacturières

27. Le bâtiment est l'une des plus importantes industries de Guam. En décembre 2007, la Chambre des représentants des États-Unis a adopté la loi de finances relative au budget de défense nationale pour l'exercice 2008, allouant un montant de 290,7 millions de dollars pour le financement des constructions militaires à Guam, soit 100 millions de dollars de plus que pour l'exercice précédent. Il s'agit d'améliorer l'infrastructure en vue du renforcement des effectifs²¹.

3. Tourisme

28. Secteur le plus vaste de l'économie guamienne, le tourisme procure au territoire environ 60 % de ses revenus selon l'Office du tourisme de Guam et emploie 35 % de la main-d'œuvre totale. En 2006, il a rapporté environ 1 milliard 350 millions de dollars à l'économie²².

29. En 2007, Guam a accueilli un peu plus de 1,2 million de visiteurs, soit seulement 1 % de plus qu'en 2006²³. Selon les statistiques de l'Office du tourisme, le nombre de touristes japonais enregistré durant les 11 premiers mois de l'année a diminué de 1 %, tombant de 875 413 en 2006 à 789 793 en 2007. Or, 80 % des visiteurs de Guam sont japonais et le pourcentage de ceux-ci qui ont un revenu de plus de 60 000 dollars n'a cessé d'augmenter, passant de 9 % en 2005 à 37 % en 2007; les touristes plus nantis sont attirés par les équipements touristiques qu'offre l'île et dont la qualité s'est beaucoup améliorée, selon Gerry Perez, Directeur de l'Office du tourisme. Autre élément important du marché du tourisme japonais : les prestations matrimoniales. Près d'un mariage japonais à l'étranger sur quatre a lieu à Guam, où se marier coûte deux à trois fois moins cher qu'au Japon²³. En outre, au cours des 11 premiers mois de 2007, Guam a accueilli environ 5 % de touristes sud-coréens de plus qu'en 2006. Et les États-Unis, qui ne constituaient que moins de 1 % du marché touristique de Guam, en représentent désormais 3 %.

30. Le 2 mars 2007, l'Office du tourisme de Guam a publié un plan stratégique quinquennal visant à attirer des touristes d'autres pays et porter le nombre de visiteurs annuels à 1,5 million. En septembre 2007, un accord a été signé pour l'instauration dès 2008 de vols directs à partir de Beijing. À la cérémonie de signature, en présence de plus de 100 représentants de l'industrie du tourisme et des médias chinois, le Gouverneur Camacho a déclaré que le Gouvernement guamien entendait coopérer avec le secteur privé et l'industrie touristique en pleine croissance pour concurrencer les autres destinations touristiques mondiales et attirer des visiteurs de la Chine et d'autres pays d'Asie²⁴. En février 2008, la compagnie Continental Micronesia a affrété quatre vols charters entre Guam et la Chine. L'Office du tourisme espère attirer ainsi les touristes chinois aisés²³.

31. Pour accueillir le nombre croissant de visiteurs, on a inauguré en août 2007 à l'aéroport international Antonio B. Won Pat un projet révolutionnaire d'une valeur de 2,5 millions de dollars visant la construction d'un centre de transport multimodal

²¹ www.house.gov/bordallo, 12 décembre 2007.

²² www.guampdn.com, 1^{er} mars 2007; Economic Forecast – Guam Edition 2006-2007, First Hawaiian Bank, p. 3.

²³ www.guampdn.com, *Pacific Daily News*, 1^{er} janvier 2008.

²⁴ <http://www.guam.gov>, 19 septembre 2007.

qui servira de plate-forme régionale pour le transport aérien²⁵. En septembre 2007, la régie de l'aéroport international de Guam a reçu de l'Administration fédérale de l'aviation 6,8 millions de dollars de subventions discrétionnaires. Cette somme servira à financer les cinq phases d'un projet visant à renouveler le système d'adductions d'eau à l'aéroport international afin de renforcer la pression d'eau pour la protection contre l'incendie et la climatisation²⁶.

32. Dans le domaine des services, Guam s'est doté d'un secteur financier qui comprend des banques de dépôt, une association d'épargne et de crédit, des banques d'affaires, des sociétés de financement et des sociétés de capital-risque²⁷.

C. Transports et communications

33. En 2008, l'infrastructure des transports de Guam compte cinq aéroports, avec l'aéroport international de Guam qui est le plus moderne de tout le Pacifique occidental; environ 1 000 kilomètres de route, presque entièrement asphaltés; et un port²⁸.

34. En février 2008, le Gouvernement guamien a signé avec une société californienne un contrat de 140 millions de dollars pour la modernisation de son réseau routier. Selon le Gouverneur Camacho, ce projet fait partie d'un plan-cadre d'un milliard de dollars, qui prévoit aussi l'agrandissement de l'aéroport international de Guam, ainsi que l'amélioration du port d'Apra dans les cinq ans²⁸.

35. L'Autorité portuaire de Guam, société publique et administration autonome du Gouvernement de Guam, gère les installations portuaires commerciales à Apra. Point d'entrée de 95 % des marchandises à Guam, le port tient lieu à la Micronésie de centre de transbordement. En février 2008, les autorités portuaires de Guam ont ouvert des négociations avec deux sociétés de transport maritime qui prévoient d'investir de 12 à 15 millions de dollars dans l'achat, la réfection, le transport et l'installation de trois portiques au port pour permettre le chargement des bateaux en cas de panne des deux grues existantes. Ces deux sociétés, qui assurent le transport de 80 % des marchandises à destination de Guam, s'attendent à une très forte augmentation du volume de leurs cargaisons du fait des projets de construction militaire²⁹.

36. Guam, qui demeure un grand centre de télécommunications pour le Bassin Asie-Pacifique, est dotée d'un système téléphonique numérique moderne qui assure aussi des services de téléphonie mobile et d'accès local à Internet et qui est intégré à celui des États-Unis pour les appels directs et l'utilisation gratuite de numéros verts.

D. Adduction d'eau, assainissement et équipements collectifs

37. Environ 74 % de l'approvisionnement en eau est assuré par la Compagnie des eaux de Guam (Guam Waterworks Authority). L'eau provient des eaux souterraines et des eaux de surface (de la rivière Ugum). Le reste est assuré par les installations

²⁵ <http://www.guamairport.com>, 29 août 2007.

²⁶ <http://www.house.gov/bordallo>, 4 septembre 2007.

²⁷ Guam Business Opportunities Report, juillet 2007.

²⁸ *Marianas Variety*, 14 février 2008.

²⁹ *Pacific Islands Report*, 11 février 2008.

de l'armée de l'air et de la marine qui, pour celle-ci, sont alimentées par le lac Fena, situé dans le sud de l'île; une déviation d'une valeur de 2,5 millions de dollars y a été construite en 2007. Durant l'exercice 2007, la Compagnie des eaux de Guam a dépensé un peu plus de 3 millions de dollars pour acheter de l'eau à la marine. En octobre 2007, celle-ci a doublé ses prix, qui sont passés de 2,09 dollars à 4,05 dollars les 4 000 litres (ce qui porterait la facture de la Compagnie des eaux à environ 6 millions de dollars) mais elle les a ramenés à 3,25 dollars en novembre 2007, après des pourparlers entre Madeleine Bordallo, représentante de Guam au Congrès des États-Unis, B. J. Penn, Sous-Secrétaire aux installations de la marine, et David Bice, Directeur exécutif du Joint Guam Program Office³⁰.

38. En février 2007, à l'issue de trois années de consultations, la Commission élargie sur les services collectifs de distribution a approuvé le plan-cadre de la Compagnie des eaux de Guam; conçu pour aider à mieux assurer la distribution d'eau et le traitement des eaux usées au titre de projets d'un montant de 900 millions de dollars étalés sur les 20 prochaines années, il sera revu tous les deux ans³¹.

39. Dans cette optique, la Compagnie des eaux a élaboré trois projets visant à réduire d'au moins 25 % le volume d'eau acheté à la marine³². En janvier 2008, le Ministère de l'environnement des États-Unis a condamné la Compagnie des eaux à deux amendes pour avoir omis d'installer des compteurs électroniques individuels et de rénover entièrement l'usine de traitement de l'eau potable d'Ugum dans les délais fixés par le tribunal³³.

V. Questions militaires

40. Jusqu'en 1950, Guam était administrée par la marine des États-Unis qui y maintient, de même que l'armée de l'air, des installations importantes. Les installations nécessaires au stockage du carburant et des munitions, de vastes centres de communication et les autres industries qui desservent le secteur militaire constituent les éléments essentiels de l'infrastructure militaire de Guam. Environ 14 000 personnes relevant de l'armée américaine vivent actuellement dans l'île. Le port d'Apra abrite quatre sous-marins, dont l'*Ohio* qui est arrivé au début de 2008, avec à son bord 17 officiers, 15 premiers maîtres et 122 hommes d'équipage³⁴.

41. Le Gouvernement des États-Unis ayant décidé en 2005 de rajuster ses effectifs de marines dans le Pacifique, environ 8 000 hommes et quelque 9 000 personnes à leur charge doivent être transférés d'Okinawa à Guam. Selon Madeleine Bordallo, représentante de Guam au Congrès, un investissement de 14 milliards de dollars est prévu. Le Gouvernement japonais a autorisé une aide de 6 milliards de dollars et le Gouvernement des États-Unis a annoncé un montant de 4 milliards de dollars, avec un autre montant de 4 milliards à répartir dans les prochains budgets pour l'entretien de l'infrastructure de la base navale de Guam et la base aérienne d'Anderson. M^{me} Bordallo a demandé la signature d'un accord entre les organismes fédéraux et le

³⁰ <http://www.kuam.com>, 9 novembre 2007.

³¹ Ibid., 30 janvier 2007; Water Resources Master Plan – Commonly Asked Questions, www.guamwaterworks.org, 21 mars 2007.

³² <http://kuam.com>, 26 septembre 2007.

³³ *Pacific Daily News*, 16 janvier 2008.

³⁴ *Marianas Business Journal*, 8 janvier 2008.

Gouvernement guamien pour garantir un financement fédéral régulier dans l'avenir³⁵. La population de l'île étant en augmentation, il faut améliorer l'infrastructure. Mises à part les installations militaires, les structures provisoires destinées à accueillir les effectifs transférés devraient coûter à elles seules 945 millions de dollars³⁶. Une fois commencé, le renforcement des effectifs militaires doit rapporter à l'économie de l'île 1,5 milliard de dollars par an³⁷.

42. Le 6 mars 2008, à une réunion organisée au Guam Industry Forum en présence de quelque 1 300 participants, pour la plupart des soumissionnaires potentiels pour les futurs projets de construction militaire, David Bice, Directeur exécutif du Joint Guam Program Office, unité militaire américaine chargée du renforcement des effectifs à Guam, a déclaré que les vastes travaux de construction des installations destinées à accueillir en 2014 les marines transférés de la préfecture d'Okinawa (Japon) commenceront en 2010. Il a indiqué que le projet amènera près de 19 000 hommes et 20 000 personnes à leur charge sur Guam. Le transfert prévu des 8 000 marines et des personnes à leur charge depuis Okinawa en serait un des principaux volets. M. Bice a aussi indiqué que l'armée comptait présenter un plan d'exécution en avril 2008³⁸. Pour sa part, le Gouverneur Camacho a demandé l'aide des Gouvernements japonais et américain pour l'exécution du projet, car le Gouvernement guamien n'a pas les moyens d'assumer les 3 milliards de dollars que risque de coûter le projet³⁸. Le 8 mars 2008, le Gouverneur a redemandé l'aide du Gouvernement fédéral, indiquant qu'il avait passé l'année à essayer d'obtenir des crédits au titre du budget fédéral de 2010³⁹.

43. D'après un sondage effectué par un institut spécialisé en février 2008 à la demande de la Chambre de commerce de Guam, 71 % des Guamiens sont favorables au renforcement de la présence militaire américaine dans l'île, près de 80 % y voyant une perspective de création d'emplois et d'augmentation des recettes fiscales; 60 % de la population estiment que l'augmentation des effectifs de marines dans l'île aurait un effet positif et y améliorerait à terme la qualité de la vie⁴⁰.

44. L'opposition à l'expansion militaire est surtout dictée par la crainte de conséquences socioculturelles. En août 2007, Madeleine Bordallo a rencontré 35 membres de Fuetsan Famalao'an, importante association féminine guamienne qui s'occupe des problèmes socioculturels, notamment de la dégradation de l'environnement due au renforcement militaire⁴¹. L'ancienne sénatrice de Guam Hope Cristobal a dit, dans une déclaration écrite, que le Congrès des États-Unis devait se préoccuper de l'effet cumulatif de tous les projets militaires ainsi que des activités militaires passées et actuelles. Il faudrait évaluer les mesures de mitigation prises par l'armée dans le passé pour déterminer s'il faudrait en autoriser d'autres, compte tenu des contrecoûts possibles. Elle a également exigé que la population soit pleinement informée des résultats de toutes les études écologiques passées ou actuelles sur Guam. Elle a ajouté ce qui suit : « Il est particulièrement important de mener une étude d'ensemble de la façon dont notre décharge a été utilisée par l'armée et des 80 sites de déversement contaminés sur Guam que l'armée n'a

³⁵ *Pacific Daily News*, 1^{er} février 2008.

³⁶ Economic Forecast – Guam Edition 2006-2007, First Hawaiian Bank, p. 9.

³⁷ Ibid., p. 8 et 9.

³⁸ Japan Economic Newswire, 6 mars 2008.

³⁹ www.kuam.com, 8 mars 2008.

⁴⁰ <http://www.guampdn.com>, 18 février 2008.

⁴¹ *Marianas Variety*, 14 août 2007.

toujours pas nettoyés, alors qu'ils sont depuis de nombreuses années inscrits à cette fin sur les listes du Ministère de l'environnement. » On s'inquiète également de l'incidence des activités militaires sur l'infrastructure de l'île. Selon une étude menée par le United States Accountability Office en septembre 2007, l'expansion militaire pourrait provoquer l'effondrement de l'infrastructure sauf financement important du Gouvernement fédéral⁴².

45. Une équipe de socioéconomistes américains doit se rendre à Guam en 2008 pour recueillir des données et évaluer les conséquences que le transfert des marines à Guam aurait sur l'île, s'agissant de l'éducation, des services de santé, de l'emploi, du prix de l'immobilier, de la criminalité, du coût de la vie et d'autres questions socioéconomiques⁴³.

46. À la 3^e séance de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission), le 9 octobre 2007, trois représentants de Guam ont pris la parole, dénonçant la colonisation croissante et la militarisation persistante de Guam par les États-Unis comme une violation des droits politiques et civils du peuple chamorro, une entrave au développement socioéconomique du territoire et une menace pour son milieu naturel⁴⁴.

47. De nombreux Guamiens continuent de s'interroger sur les activités militaires passées menées dans l'île. Une commission dite « Droit de savoir » (Right to Know), établie en 2006, s'est réunie en mars 2007 pour définir ses modalités de travail. L'une des questions qu'elle aura à examiner est la pollution toxique de l'environnement, qui pourrait être causée par les produits chimiques stockés et abandonnés par l'armée sur Guam⁴⁵.

VI. Questions foncières

48. Comme indiqué dans les documents de travail précédents, la question de l'utilisation des sols et de la propriété foncière est très importante et fait l'objet d'un examen suivi. Elle pose deux problèmes essentiels : a) la restitution des terres inexploitées ou sous-exploitées détenues par le Ministère de la défense; b) la restitution de ces terres à leurs propriétaires chamorros d'origine. En 1994, le Congrès a adopté la loi sur les terres excédentaires (Public Law 103-339) dans laquelle il est prévu de restituer 1 280 hectares aux Guamiens. D'après les dernières données disponibles, un total de 180 terrains exploités par 2 000 familles avaient été restitués en 2005, soit sept de plus qu'en 2004 (voir A/AC.109/2006/8).

49. Selon les premières prévisions, l'expansion militaire devrait avoir lieu sur les 16 000 hectares de terrain dont l'armée est propriétaire et qui représentent près d'un tiers du territoire⁴⁶. Cela étant, le 8 mars 2008, on a appris que la société Younex International avait acheté, pour 21 millions de dollars, 1 021 000 mètres carrés de terrain situés dans un endroit stratégique de l'île et sur les terres dites ancestrales restituées aux propriétaires d'origine (voir aussi par. 48). Un représentant de Younex

⁴² *The Washington Post*, 25 janvier 2008.

⁴³ www.guampdn.com, 11 février 2008.

⁴⁴ Communiqué de presse de l'Assemblée générale, GA/SPD/372, 9 octobre 2007, www.un.org/News/Press/docs/2007/gaspd372.doc.htm.

⁴⁵ www.kuam.com, 27 février 2007.

⁴⁶ *Economic Forecast – Guam Edition 2006-2007*, First Hawaiian Bank, p. 8.

aurait déclaré que la société était disposée à y construire des installations pour l'armée si cela rapportait⁴⁷.

VII. Situation sociale

A. Ordre public

50. En mai 2007, le Gouverneur a annoncé l'ouverture du nouveau commissariat de police et de la nouvelle caserne de pompiers à Dededo, ainsi que du nouveau centre d'opérations d'urgence⁴⁸.

51. Une nouvelle loi, adoptée en octobre 2007, impose aux coupables de crimes sexuels ou d'abus sur mineurs de se faire inscrire sur le Registre des délinquants sexuels de Guam. Cette loi renforce également les dispositions relatives à l'enregistrement et à la notification des délinquants sexuels au niveau local⁴⁹. Elle a été adoptée plusieurs mois après qu'une enquête de la police avait abouti à l'arrestation de 7 adultes et de 18 mineurs impliqués dans un réseau de criminalité organisée et de prostitution⁵⁰. Toujours en octobre 2007, le Bureau du Procureur général a organisé une conférence de trois jours pour sensibiliser le public à la maltraitance physique et sexuelle des enfants⁵¹.

B. Emploi

52. Selon le Ministère du travail de Guam, de septembre 2006 à septembre 2007, le nombre d'emplois dans les secteurs privé et public a augmenté de 1 590, soit de 2,7 %, pour atteindre 59 550 emplois déclarés. Le nombre d'emplois a diminué dans l'industrie, les transports, les services publics et le commerce de détail, mais il a augmenté dans le secteur public et le secteur des services. C'est le secteur du bâtiment qui enregistre la plus forte augmentation (35 %) avec 1 450 nouveaux emplois créés⁵². D'après les dernières statistiques (2006), environ 20 000 emplois dans l'île (à peu près 35 % du total) ont trait au tourisme⁵³.

53. Le dernier taux de chômage dont on dispose pour Guam date de mars 2006, avec 6,9 %, soit une forte baisse par rapport à 2000, où il était de plus de 15 %⁵⁴.

54. La loi fédérale, qui interdisait à des ouvriers qualifiés étrangers non immigrants de travailler sur les chantiers militaires du territoire, a été abrogée à la fin de 2006⁵⁵. Des responsables ont estimé que, pour effectuer ce travail, il ne faudra pas moins de 20 000 ouvriers qualifiés du bâtiment. Or en 2006, l'île n'en comptait qu'environ 5 000⁵⁶. En juillet 2006, le Gouverneur a également promulgué

⁴⁷ *Pacific Daily News*, 3 mars 2008.

⁴⁸ <http://www.kuam.com>, 16 mai 2007.

⁴⁹ *Ibid.*, 26 octobre 2007.

⁵⁰ *Ibid.*, 7 septembre 2007.

⁵¹ *Ibid.*, 9 octobre 2007.

⁵² www.guamdol.net/, septembre 2007, Current Employment Report.

⁵³ *Economic Forecast* – Guam Edition 2006-2007, First Hawaiian Bank, p. 3; Guam Visitors Bureau, Five year Strategic Plan, p. iv.

⁵⁴ *Economic Forecast* – Guam Edition 2006-2007, First Hawaiian Bank, p. 5.

⁵⁵ Projet de loi n° 323, www.guamlegislature.com/bills.htm, 30 décembre 2006.

⁵⁶ www.pacificmagazine.net, 19 septembre 2006.

la loi 261 portant création d'un programme de stages agréés habilitant le Ministère du travail à passer des marchés avec des entreprises et à offrir des primes à la main-d'œuvre qualifiée qui fait gravement défaut⁵⁷. Selon la Puissance administrante, ce programme de stages doit encore être approuvé par le Bureau de l'apprentissage et de la formation du Ministère du travail des États-Unis.

C. Éducation

55. Guam a un système éducatif public et privé très complet. Le système public comprend l'Université de Guam, le Community College de Guam, 4 lycées, 7 collèges, 25 écoles primaires et une école parallèle, qui rassemblent plus de 30 000 étudiants. Le système privé compte pour sa part deux écoles de commerce, cinq écoles secondaires et plusieurs écoles primaires, dont la plupart sont d'obédience catholique ou protestante.

56. Dans son discours sur l'état de l'île prononcé en février 2007, le Gouverneur Camacho a annoncé la construction dans les deux ans de quatre nouvelles écoles publiques (deux écoles primaires, un collège et un lycée). En février 2008, elles étaient encore en chantier mais elles doivent en principe être toutes achevées avant la fin de 2008⁵⁸. Une partie de la population locale voit cependant d'un mauvais œil que les écoles locales de Guam souffrent d'un manque de ressources alors que ce n'est pas le cas des établissements créés pour les enfants des membres du personnel militaire. C'est peut-être notamment pourquoi le Gouverneur s'est fixé comme objectif déclaré d'instituer un système scolaire intégrant des élèves issus de milieux civils et militaires⁸. En février 2007, le Conseil de l'enseignement de Guam a approuvé un budget de 234 millions de dollars pour en financer le système d'enseignement public au titre de l'exercice 2008⁵⁹.

D. Santé publique

57. L'espérance de vie des Guamiens en 2008 était de 75,7 ans pour les hommes et de 82 ans pour les femmes². Le principal établissement sanitaire de Guam et des États fédérés de Micronésie est le Guam Memorial Hospital, hôpital public de 192 lits dont 159 pour les soins aigus. Un nouveau dispensaire communautaire de la région nord a été inauguré en juin 2007, avec huit salles d'examen supplémentaires (coût : plus de 2 millions de dollars)⁶⁰. Il continuera à assurer surtout les soins de santé primaires car il n'est pas équipé pour les cas d'urgence⁶¹. Le Ministère de la santé de Guam gère une douzaine de dispensaires et de centres de consultation dentaire¹.

58. L'hôpital naval des États-Unis soigne les militaires et leur famille ainsi que les anciens combattants. La marine américaine prévoit également d'investir près de 300 millions de dollars dans un nouvel hôpital pour remplacer des installations vétustes, tout en se préparant à accueillir les marines qui doivent arriver au cours

⁵⁷ www.kuam.com, 19 juillet 2006.

⁵⁸ www.guamgovernor.net, 10 avril 2007.

⁵⁹ www.kuam.com, 28 février 2007.

⁶⁰ <http://www.kuam.com>, 15 juin 2007.

⁶¹ www.guampdn.com, 7 mars 2007.

des prochaines années. Le projet doit démarrer en 2008, les travaux de construction d'un hôpital prenant généralement de trois à cinq ans⁶².

59. Guam manque gravement de médecins, d'infirmiers et de lits d'hôpital. En mai 2007, le recrutement de médecins a occupé les débats d'une réunion tenue par le Conseil guamien des médecins. On a suggéré d'en faire venir des Philippines et de Taiwan, vu la difficulté d'attirer les médecins des États-Unis et de changer les règles de délivrance de permis d'exercice pour les médecins venus d'ailleurs⁶³.

60. En février 2008, deux grandes sociétés australiennes se sont déclarées disposées à assurer la gestion du Guam Memorial Hospital, et le Gouverneur Camacho a discuté avec le Directeur exécutif de l'hôpital privé de Cairns de la possibilité d'envoyer des étudiants guamiens suivre une formation médicale en Australie⁶⁴.

E. Logement

61. Selon l'un des grands groupes immobiliers de Guam, le marché immobilier a atteint de nouveaux sommets en 2007. Cette essor est attribué au fait qu'on attend beaucoup du renforcement militaire et que les taux d'intérêt sont bas. Le marché a enregistré des ventes de 686,8 millions de dollars, soit 58 % de plus qu'en 2006 et près de cinq fois plus qu'en 2003 (145,9 millions de dollars). On assiste là à une forte croissance par rapport à la régression que le secteur avait connue au début de la décennie, lorsque les ventes ne dépassaient pas 120 millions de dollars par an. Dans le secteur résidentiel, le prix moyen d'une maison individuelle a augmenté de 19 % en 2007 pour atteindre 196 850 dollars, soit 71 % de plus qu'en 2003; quant au prix moyen d'un appartement, il a augmenté de 21 % pour atteindre 144 850 dollars environ, soit deux fois plus qu'en 2003⁶⁵.

F. Immigration

62. L'un des principaux problèmes concernant les relations entre le Gouvernement fédéral et Guam est la question des migrations depuis les Îles Marshall, les États fédérés de Micronésie et les Palaos, qui ont conclu des accords de libre association avec les États-Unis. La loi sur l'Accord de libre association de 1986 (Compact of Free Association Act), qui a défini les relations entre les États-Unis d'une part, et les États fédérés de Micronésie et les Îles Marshall d'autre part, autorise la libre migration depuis ces États insulaires du Pacifique vers les territoires et possessions. Cette loi permet aux citoyens de ces États librement associés de pénétrer sur le territoire de Guam et d'y mener légalement des activités en tant qu'étrangers non immigrants⁶⁶. Ces immigrants et leurs enfants de nationalité américaine se sont installés à Guam, à Hawaii et dans les îles Mariannes du Nord, ce qui grève les ressources des États et territoires d'accueil.

⁶² www.estripes.com, 6 juillet 2006.

⁶³ <http://www.kuam.com>, 17 mai 2007.

⁶⁴ Ibid., 5 février 2008.

⁶⁵ www.pacificmagazine.net, 14 février 2008.

⁶⁶ Ministère de l'intérieur des États-Unis, Bureau des affaires insulaires, Rapport sur la situation des îles, 1999, chap. 4.

63. Le 12 décembre 2007, la Chambre des représentants a adopté la loi du travail et de la sécurité de l'immigration dans les îles Mariannes du Nord, étendant au Commonwealth qu'elles constituent l'application des lois fédérales sur l'immigration et donnant droit à la région d'être représentée au Congrès. Selon Madeleine Bordallo, représentante de Guam au Congrès, cette loi comprend deux dispositions importantes pour Guam. Elle met en place un régime unique de dispense de visa pour Guam et les îles Mariannes du Nord, conçu sur le modèle de celui qui existait pour Guam. Elle autorise également le séjour temporaire des travailleurs qualifiés et non qualifiés dans Guam et les îles Mariannes du Nord, parce qu'il faudra de la main-d'œuvre pour les constructions militaires⁶⁷.

64. Le Gouvernement fédéral a affecté des crédits supplémentaires pour rembourser Guam, les autres territoires insulaires et Hawaï de leurs dépenses afférentes aux prestations de services publics aux immigrants régionaux. En décembre 2003, des amendements à la loi de 1986 sur l'Accord de libre association ont été adoptés, la prorogeant pour 20 ans. D'autres remboursements sont possibles si les frais dépassent l'enveloppe obligatoire de 30 millions de dollars par an. Guam devrait ainsi recevoir un financement annuel de 12 à 14 millions de dollars. En 2007, Guam a reçu le même montant qu'en 2006, soit 14,2 millions de dollars⁶⁸.

G. Droits de l'homme et questions connexes

65. La question des droits de l'homme à Guam concerne surtout ceux des autochtones. La question de l'autodétermination est examinée ci-dessus aux paragraphes 12 à 14 et les préoccupations au sujet de l'incidence du renforcement militaire sur le plan socioéconomique et l'environnement de Guam aux paragraphes 44 à 47. On trouvera de plus amples renseignements sur les droits de l'homme et les questions connexes dans le document de travail de 2003 (A/AC.109/2003/15).

VIII. Environnement

66. Guam se heurte toujours confrontée aux problèmes environnementaux résultant de l'occupation américaine pendant la Seconde Guerre mondiale (voir A/AC.109/2001/4, par. 83, et A/AC.109/2005/7, par. 67, et A/AC.109/2007/16, par. 83). En août 2007, le sénateur guamien Ben Pangelinan a demandé à la Commission judiciaire de la Chambre d'examiner en séance publique la possibilité d'élargir la portée de la loi fédérale sur l'indemnisation en cas d'exposition à des radiations aux habitants de Guam. Il s'est fondé sur des études scientifiques démontrant que Guam avait été fortement exposée à des radiations dans les années 50, à l'époque des essais atomiques dans les Mariannes⁶⁹.

67. En ce qui concerne les sites contaminés, le projet de nettoyage (13 millions de dollars) concernant la décharge laissée par l'armée de l'air depuis 1945 à Urunao est à moitié terminé : 30 000 munitions et explosifs ont déjà été trouvés et détruits⁷⁰.

⁶⁷ www.kuam.com, 12 décembre 2007.

⁶⁸ www.house.gov/bordallo.

⁶⁹ www.kuam.com, 13 août 2007.

⁷⁰ Ibid., 23 janvier 2008.

68. La gravité de cette situation est soulignée par le professeur Szyfres de l'University of Guam College of Natural and Applied Sciences (faculté de sciences naturelles et appliquées de l'Université de Guam) qui déclare que l'île avait beau ne plus abriter de décharges de produits chimiques toxiques, son sol et ses eaux souterraines demeuraient tout de même contaminés. Le professeur Szyfres a également cité un rapport du Gouvernement guamien montrant que, par rapport aux États-Unis, de nombreuses maladies, dont certains types de cancer, atteignent des proportions plus importantes sur l'île que sur le continent.

69. Le 14 décembre 2007, la Présidente du Tribunal de district fédéral de Guam, Frances Tydingco-Goate, a rendu un arrêt exigeant la fermeture immédiate de la décharge d'Ordot, qui continuait d'exposer les villageois des environs à de graves risques sanitaires. Le Tribunal a également imposé 2,8 millions de dollars de sanctions pécuniaires et interdit l'implantation d'une nouvelle décharge à Layton. Cela étant, le Gouverneur Camacho a prié le Tribunal de demander au Gouvernement fédéral de prêter son assistance pour la fermeture de la décharge d'Ordot, qui en somme avait été implantée par l'armée américaine dans les années 60. Il a précisé qu'il faudrait au moins deux ans pour qu'une nouvelle décharge soit opérationnelle; en attendant, il recommanderait de recycler les déchets pour prolonger l'usage de celle d'Ordot⁷¹. Le 8 janvier 2008, le Gouvernement guamien a rendu au Tribunal un rapport sur la fermeture de cette décharge et, le 25 janvier, il a, sur les instructions de ce dernier, déposé 2,8 millions de dollars à son compte d'épargne⁷².

70. Pour ce qui est du littoral guamien, 2008 a été récemment proclamée « Année guamienne du récif ». L'Administrateur du Programme de gestion des zones côtières de Guam a annoncé que des réunions seraient organisées pour éduquer la population et promouvoir la protection des récifs coralliens de Guam et l'assainissement du littoral, en plus du colloque sur les récifs coralliens qui doit se tenir en avril 2008⁷³.

IX. Futur statut du territoire

A. Position du gouvernement territorial

71. Le déroulement des débats sur le futur statut de Guam est décrit à la section II ci-dessus.

B. Position de la Puissance administrante

72. Prenant la parole le 22 décembre 2006 lors de la soixante et unième session de l'Assemblée générale pour expliquer son vote après l'adoption de la résolution 61/231 sur l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées, le représentant des États-Unis a entre autres déclaré ce qui suit :

« L'expression "non autonome" semble inadaptée dans le cas de territoires ayant la possibilité de rédiger leur propre constitution, d'élire leurs

⁷¹ www.mvariety.com, 19 décembre 2007.

⁷² Ibid., 25 janvier 2008.

⁷³ <http://www.kuam.com/news/26319.aspy>.

propres représentants, d'être représentés à Washington, et de choisir leur propre modèle économique. Les États-Unis ont appuyé sans réserve les pays qui ont opté pour l'indépendance et ont été fiers de les accueillir en partenaires égaux et souverains. Mais dans le cas des territoires qui n'ont pas opté pour l'indépendance, les États-Unis ont également appuyé le droit de leurs peuples à jouir d'une autonomie complète et, notamment, des droits d'intégration et de libre association. Les États-Unis appellent tous les États Membres à respecter les choix faits par les résidents des territoires non autonomes.» (Voir A/61/PV.84)

73. Dans sa lettre du 2 novembre 2006 adressée à un représentant des Samoa américaines au Congrès, le Sous-Secrétaire d'État aux affaires législatives a défini la position du Gouvernement des États-Unis à l'égard du statut des Samoa américaines et d'autres régions insulaires des États-Unis. Il y notait que le statut régissant les relations politiques de ces régions insulaires avec le Gouvernement fédéral relevait des problèmes internes qui intéressaient les États-Unis et non le Comité spécial sur la décolonisation. La lettre indiquait également que le Comité n'était nullement habilité à modifier de quelque manière que ce soit les rapports entre les États-Unis et ces territoires, ni mandaté à engager les États-Unis dans des négociations sur leur statut. Elle indiquait de surcroît que, étant tenu par la Charte de communiquer régulièrement à l'ONU des renseignements statistiques et autres d'ordre technique relatifs aux conditions économiques, sociales et pédagogiques dans le territoire, le Gouvernement fédéral fournissait au Comité des mises à jour annuelles sur les territoires des États-Unis en gage de sa coopération en tant que Puissance administrante. Ces rapports annuels étaient également l'occasion de rectifier toute information erronée que le Comité aurait pu avoir obtenue d'autres sources. L'Assemblée générale avait convenu en 1960 d'une série de principes pour déterminer le caractère non autonome d'un territoire et il appartenait aux États-Unis de fournir au Comité des renseignements montrant qu'ils avaient satisfait à ces principes avant que le Comité ne consente à supprimer ces régions insulaires de la liste des territoires non autonomes⁷⁴.

C. Décision de l'Assemblée générale

74. Le 17 décembre 2007, l'Assemblée générale a adopté sans les mettre aux voix les résolutions 62/118 A et B, en se fondant sur le rapport du Comité spécial⁷⁵ et celui de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) établi après examen du premier (A/62/412). Dans la section VI de la résolution 62/118 B, qui intéresse Guam, l'Assemblée générale :

1. *Invite une fois de plus* la Puissance administrante à tenir compte de la volonté exprimée par le peuple chamorro, soutenue par les électeurs guamiens lors du plébiscite de 1987 et conformément aux dispositions du droit guamien, encourage la Puissance administrante et le gouvernement du territoire de Guam à entamer des négociations sur cette question et prie la Puissance administrante d'informer le Secrétaire général des progrès réalisés à cette fin;

⁷⁴ <http://www.samoanews.com>, 7 novembre 2007.

⁷⁵ *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-deuxième année, Supplément n° 23* (A/62/23).

2. *Prie* la Puissance administrante de continuer à aider le gouvernement élu du territoire à réaliser ses objectifs politiques, économiques et sociaux;

3. *Prie également* la Puissance administrante, agissant en coopération avec le gouvernement du territoire, de continuer à transférer des terres aux propriétaires initiaux du territoire, de continuer à reconnaître et respecter les droits politiques et l'identité culturelle et ethnique du peuple chamorro de Guam et de prendre toutes les mesures nécessaires pour tenir compte des préoccupations du gouvernement du territoire concernant la question de l'immigration;

4. *Prie en outre* la Puissance administrante de collaborer à la mise en place de programmes visant expressément à promouvoir le développement d'activités économiques et d'entreprises viables, en notant le rôle spécial du peuple chamorro dans le développement de Guam;

5. *Rappelle* que le Gouverneur élu a demandé à la Puissance administrante de lever les restrictions imposées aux compagnies aériennes étrangères concernant le transport de passagers entre Guam et les États-Unis d'Amérique, afin d'ouvrir davantage le marché aérien à la compétition et d'accroître le nombre de visiteurs;

6. *Prie* la Puissance administrante d'aider le territoire à mener à bien des activités d'information du public, conformément à l'alinéa *b* de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies, et invite les organismes compétents des Nations Unies à aider le territoire, s'il en fait la demande, à exécuter ces activités.
